

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU Bicêtre – mercredi 1^{er} octobre

LE REcul SOCIAL NE SE NEGOCIE PAS, IL SE COMBAT !

Depuis une semaine, les politiciens de droite et d'extrême droite se serrent les coudes autour de Sarkozy. Ces gens-là réclament à longueur de journée des peines exemplaires contre la petite délinquance mais ne supportent pas que l'un des leurs soit condamné. Jeudi 2 octobre, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui se serreront les coudes de nouveau dans la rue et dans la grève. Après le 10 et le 18 septembre, ce sera une troisième occasion d'apparaître comme la seule force capable de mettre fin à toutes les politiques de régression sociale.

Les patrons sont contents

Lecornu n'a toujours pas annoncé son gouvernement, mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40. L'interview du Premier ministre au Parisien était à peine parue vendredi que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « du patronat en colère » prévu le 13 octobre sera annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « trop injuste », il menace de voter la censure.

Et pour cause, la guerre sociale va continuer de plus belle !

Bayrou voulait réduire le déficit public à 4,6 % du PIB, Lecornu s'en tiendrait à... 4,7 % ! Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à l'amende les services publics. Finis les clins d'œil au PS, désormais la macronie compte sur les députés du RN. Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs. À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers. Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui palpent chaque année 270 milliards de subventions. Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

Nous ne pouvons pas nous défendre avec des armes en carton

Dans la foulée du succès des grèves et des manifestations des 10 et 18 septembre, les directions syndicales n'ont pas fait mieux que de lancer « un ultimatum » à Lecornu... qui n'en a rien eu à cirer. Une fois ressorties bredouilles de Matignon le 24 septembre, elles ont appelé à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Désormais, Sophie Binet, dirigeante de la CGT, dit que c'est « sur la base du rapport de force après le 2 octobre » qu'elles vont retourner voir Lecornu. Comme si on ne descendait dans la rue que pour aller quémander sagement le lendemain à Matignon ! Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, une seule journée supplémentaire de mobilisation ne suffira pas. Il faudra les y contraindre en « bloquant tout » par une grève qui s'étend dans tous les secteurs et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits. Faire payer les patrons, c'est leur arracher de meilleures conditions de vie et de travail : qui peut vivre aujourd'hui avec moins de 2000 euros par mois ?

Soyons massivement en grève le 2, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les lieux d'études, les facs et les lycées, où la jeunesse scolarisée est mobilisée depuis le 10 septembre. Pas pour mendier des pourparlers dans les salons de Matignon. Mais pour nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, pour construire les étapes d'un mouvement d'ensemble. Pas d'économies sur nos vies : pour vivre et pas seulement survivre, prenons sur les profits !

Ce bulletin est le tien. S'il t'a plu, laisse-le où tu veux qu'il soit lu. Prends contact avec nos militants pour l'informer.

Ne pas jeter sur la voie publique. Imp. NPA Révolutionnaires

Mêmes problèmes.... même combat !

A l'hôpital Bretonneau (AP-HP), nos collègues de nuit sont en lutte pour revendiquer des effectifs supplémentaires. Les collègues des traitements externes de l'hôpital Henri Mondor à Créteil (AP-HP) luttent aussi. Même chose à l'hôpital de Chinon où le personnel lance un appel : « *nous en avons assez de ce sous-effectif chronique, ça ne peut plus durer* ». Quant à l'hôpital du Mans, 215 agents administratifs ont écrit à Macron pour demander une augmentation de leur salaire. Ils ont mille fois raisons de se battre. Dans les hôpitaux, les problèmes rencontrés sont les mêmes : effectifs et salaires. A quand la lutte générale nécessaire de tous ?

Une direction coupable et responsable

Une enquête du journal *Le Canard Enchaîné* révèle que dans les blocs opératoires de l'AP-HP, 30 % des « check-lists » sont incomplètes, situation qui peut mettre en jeu la sécurité des patients avec parfois des conséquences qui peuvent être dramatiques. Ainsi un malade de 77 ans s'est vu retirer un rein sain à l'hôpital Henri Mondor de Créteil ! Le médecin s'est tout simplement trompé de côté... Sur 194 000 interventions chirurgicales, 58 200 d'entre elles n'auraient pas efficacement été sécurisées. Pour 2 000 d'entre elles aucune trace de « check-lists ». Pour la direction de l'AP-HP, c'est la faute à l'informatique. Quant au directeur de l'AP-HP lui-même, il minimise le problème en expliquant que : « *cela ne signifie pas qu'il y a une mise en danger ou une pratique dangereuse pour les patients* ». Elle a bon dos l'informatique et on pourrait rire des explications de la direction mais comme l'explique le chef du service d'évaluation des pratiques à la Haute Autorité de Santé (HAS) : « *90 % des événements indésirables graves et parfois mortels sont liés à un dysfonctionnement de la "check-list"* ».

Un combat encore à mener et à gagner

Le 28 septembre était la journée mondiale du droit à l'avortement. C'est un droit encore à gagner dans de nombreux pays où il n'existe pas ou est menacé en permanence par les milieux réactionnaires comme en Pologne ou aux USA. En France même, malgré l'inscription de ce droit dans la Constitution, il faut poursuivre le combat pour que les moyens financiers permettent que le droit à l'avortement soit réellement mis en œuvre. Les restrictions budgétaires sont un obstacle à renverser. La lutte pour le droit à l'avortement doit continuer au-delà de cette journée mondiale pour que le droit des femmes à pouvoir disposer de leur corps soit une réalité partout dans le monde.

Et nos salaires ? On nous annonce déjà la couleur

En 2026, les hausses des cotisations pour les mutuelles de santé devraient être de 3,4 % à 10 %. En 2025, elles avaient déjà grimpé de 4,5 % à 8,5 %. Ces hausses de cotisations vont s'ajouter à tout ce que nous devons payer en plus pour nous faire soigner : franchises médicales, participation forfaitaire, les dépassements d'honoraires de nombreux spécialistes, etc. Nos salaires

face à toutes ces hausses sont en très mauvaises santé. Un seul remède : la lutte.

Qui sont les véritables fraudeurs ?

Le groupe SANOFI vient d'être condamné à verser plus de 150 millions d'euros de dommages et intérêts à l'Assurance maladie. Une amende record après celle du Mediator des Laboratoires Servier. SANOFI incitait les médecins à indiquer sur l'ordonnance que le Plavix, un anti coagulant, ne pouvait pas être remplacé par un générique moins cher et les pharmaciens à substituer le Plavix par le générique de SANOFI. Pour les mêmes raisons de profit maximum recherché par les entreprises, 40 médicaments en septembre étaient en rupture de stock et introuvables dans les pharmacies, tandis que 126 autres, dits « en tension », étaient disponibles dans très peu d'officines, qu'il fallait encore trouver. Du côté des entreprises, même dans le domaine de la santé, seul le profit compte. Un monde à changer.

Voilà où mènent les économies

Depuis avril 2018, la maternité de l'hôpital de Saint Claude dans le Jura a fermé ses portes. Depuis la fermeture de la maternité, une quinzaine de femmes ont accouché sur le bord de la route. Une femme, après 40 minutes de voiture, a dû accoucher sur le parking de la maternité d'Oyonnax ! En France, on est passé de 720 maternités en 2000 à 457 aujourd'hui. Ce sont les conséquences directes des économies en matière de santé prises par les différents gouvernements de gauche comme de droite qui se sont succédé. Les femmes doivent pouvoir accoucher dans de bonnes conditions. De l'argent pour les hôpitaux pas, pour les marchands de canons.

Pour le droit au logement pour tous

Beaucoup d'entre nous sommes en attente d'un logement social et si possible le plus proche de l'hôpital pour des raisons de transport et d'horaires de travail. Pour la ville du Kremlin-Bicêtre, il y a seulement 1 900 logements sociaux quand il y a 12 000 demandes en attente ! Autant dire qu'avoir un logement social relève du parcours du combattant et nécessite une patience à toute épreuve. Il y a bien pourtant des immeubles en construction mais nos salaires sont insuffisants au regard des prix des appartements ou alors il faut s'endetter pour 25 ou 30 ans. Se loger sans se ruiner serait pourtant la moindre des choses. Le droit au logement pour tous est aussi un droit à exiger.

Là-bas comme ici, même combat

Vague de protestations contre la situation dans les hôpitaux au Maroc début septembre. Les manifestants réclamaient l'ouverture du centre hospitalier d'Agadir, la création de Maisons de maternité dans la région, le renforcement des effectifs médicaux et paramédicaux, l'équipement en matériel de réanimation et l'amélioration des conditions d'accueil dans les établissements. Les manifestants veulent « *la fin de la corruption* » et « *des hôpitaux, pas des terrains de foot* ». On les soutient.